

## ITALIE : un compromis pour quoi faire ?

Mardi 3 avril 2007

La crise politique ouverte le 21 février 2007 par la démission de Romano Prodi, et la faible majorité grâce à laquelle il a reconquis la confiance au Sénat, ont replongé l'Italie dans l'incertitude politique et économique. La consolidation de la croissance, qui a atteint 1,9% en 2006 après le cycle de récession qui a caractérisé la première moitié de la décennie 2000, est désormais suspendue à la renégociation des équilibres politiques. Le renforcement de la demande intérieure, le redémarrage des créations d'emploi, ainsi que les premiers effets positifs des ajustements dans l'industrie, avaient incité à exclure une nouvelle hypothèse de faux départ ([Monperrus-Veroni 2006a](#)). Mais c'était sans compter la dimension politique.

Pourtant, les problèmes structurels de l'Italie nécessitent plus que jamais une action à la hauteur des défis. Le différentiel de croissance avec la zone euro s'est creusé au fil des ans sous l'effet d'une contribution négative des échanges extérieurs. L'Union monétaire a rendu incontournable l'exigence de rentabilité avec laquelle l'industrie italienne composait jusque là. Certes, l'activité industrielle a rebondi en 2006 après cinq ans de repli. Mais l'ajustement dans l'industrie s'est fait en l'absence d'une action gouvernementale par l'éviction des entreprises à plus faible valeur ajoutée, frappées par la concurrence directe des nouveaux pays industrialisés. Afin d'engager une restructuration profonde et durable des modes de production, le passage de relais des secteurs en déclin à ceux qui sont en expansion demande une action publique d'accompagnement des qualifications et de soutien à l'innovation et à la capitalisation. Or, les ressources budgétaires font défaut. L'effort de consolidation budgétaire engagé dans les années 1990 a pris fin dès 2001 avec une dégradation structurelle du solde public. En 2006, selon la dernière version des comptes nationaux (mars 2007), l'excédent primaire a été de 0,2%, contre 3,2% en 2001, retrouvant la situation de 1991.

Si les problèmes budgétaires et de compétitivité de l'Italie peuvent se lire, dans le miroir déformé des déclinistes français, comme une mise en garde adressée à l'hexagone, la gravité de la situation italienne est en réalité sans commune mesure avec celle de la France. Ne serait-ce qu'en matière de vieillissement et des conséquences de celui-ci sur la protection sociale. La réforme de la protection sociale italienne, trop souvent procrastinée, sera ainsi l'épreuve de vérité du gouvernement Prodi. Le vieillissement de la population italienne oblige en effet à redessiner l'assurance retraite, la santé et la dépendance, car les différentes coalitions politiques qui se sont succédées au pouvoir depuis dix ans n'ont apporté que des réponses marginales et temporaires à ce défi majeur ([Monperrus-Veroni 2003](#) ; [2006b](#)). Mais la procédure pour déficit excessif engagée par Bruxelles contre Rome oblige à une rigueur et à une efficacité immédiate, probablement peu propice à des solutions consensuelles et orientées vers le long terme.

La coalition de centre-gauche, de Romano Prodi est sortie gagnante des élections de 2006 avec une faible majorité. Le réalisme imposé par une situation économique fortement dégradée avait pesé dans le sens de la rigueur et de l'augmentation des prélèvements obligatoires. Le rétablissement de la compétitivité, puis le relais du pouvoir d'achat des ménages devaient consolider la croissance économique. Ainsi, la loi de Finances pour 2007 imprime une forte restriction budgétaire, dont les ménages portent le fardeau. Le poids de la rigueur a attisé les tensions internes, mais pèse aussi sur les chances de la coalition de centre-gauche dans le cas d'un retour aux urnes. Cette première phase de la coalition de gauche, où les coûts sont apparents et les résultats incertains, est aussi celle de tous les dangers politiques. La fragilité du soutien du pôle de gauche du gouvernement Prodi s'est certes manifestée sur des thèmes de politique étrangère, mais elle a catalysé le mécontentement de la composante la plus à gauche de la coalition, qui craint d'avoir à payer le prix du compromis sans en percevoir la contrepartie.

Le paradoxe italien tient à ce que la reprise inattendue a produit un redressement rapide des finances publiques (Tableau 1) qui fragilise l'accord de coalition sur la rigueur budgétaire, alors même que le deuxième volet du programme de législation, qui prévoit de s'attaquer aux problèmes de compétitivité et de précarité, aurait une chance de se concrétiser si la croissance s'installait dans la durée. Sous la pression politique, des ressources pourraient être dégagées pour apaiser l'aile gauche de la majorité (les revendications vont de la réduction de la taxe foncière, à la revalorisation du minimum vieillesse et des allocations chômage), mais remettre l'Italie sur les rails de sa croissance demande plus que des manœuvres à courte vue.

Tableau 1. *Ecart entre prévisions en fin 2006 et réalisations en mars 2007*

	2005	2006	2007*
Programme de stabilité de décembre 2006			
Taux de croissance du PIB réel	0,0	1,6	1,3
Déficit public en points de PIB	4,1	4,8	2,8
Rapport sur l'économie et les finances publiques de mars 2007			
Taux de croissance du PIB réel	0,1	1,9	2,0
Déficit public en points de PIB	4,1	4,4	2,3

\*Prévisions

Source : Ministère de l'économie et des finances

[Paola Monperrus-Veroni](#)